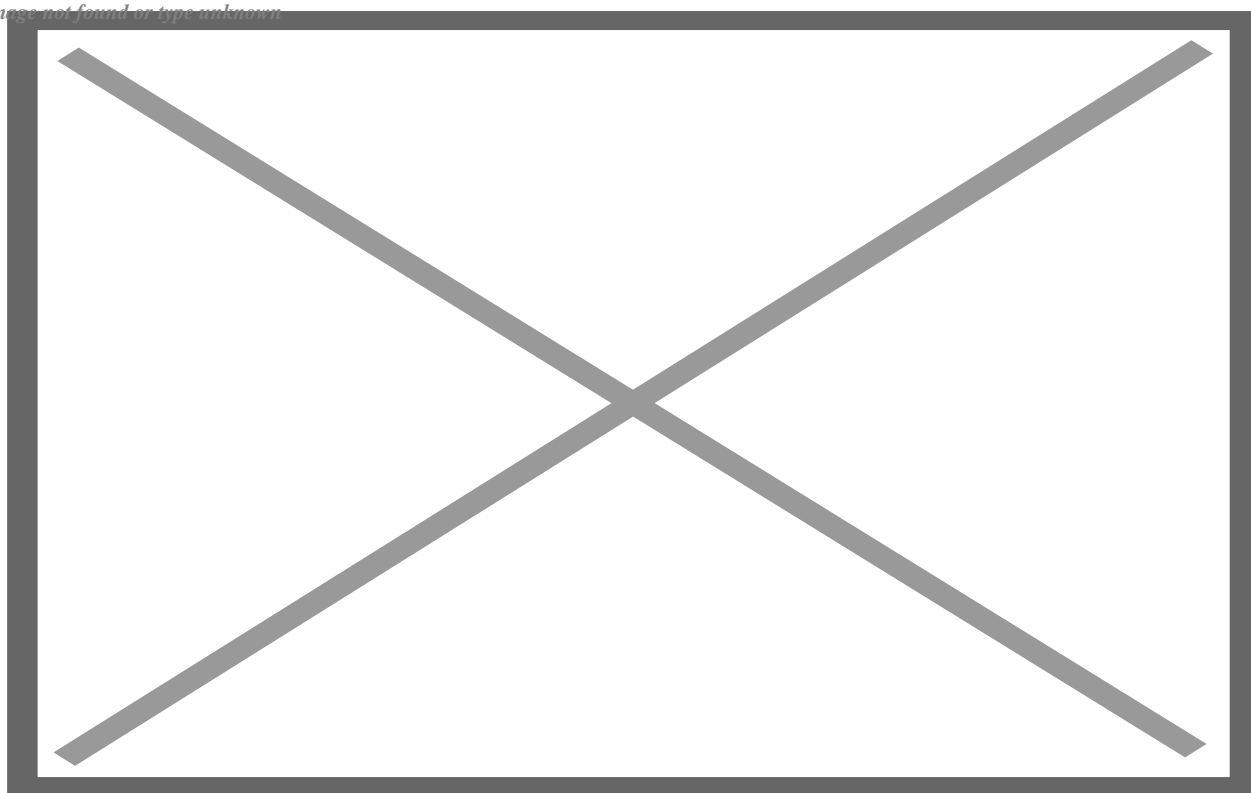


La négligence du gouvernement Bolsonaro à l'égard des peuples indigènes

Image not found or type unknown



Par María Josefina Arce

Un récent rapport du Conseil indigéniste missionnaire confirme les violations constantes des droits des peuples autochtones pendant les quatre années du mandat du désormais ex-président Jair Bolsonaro, au cours desquelles près de 800 meurtres de membres de ces groupes ethniques ont été recensés dans tout le pays.

Le document indique que les conflits territoriaux ont augmenté, en particulier en 2022. Cette année-là, 158 incidents violents ont été signalés, ainsi que 309 cas d'exploitation illégale de ressources naturelles, d'invasions et de dommages à la propriété indigène dans 218 enclaves indigènes dans 25 États du géant

sud-américain.

Depuis son arrivée au palais du Planalto en janvier 2019, Bolsonaro s'en est pris à plusieurs reprises aux communautés indigènes du Brésil dans ses discours.

Il a été le fer de lance des efforts visant à démanteler la Fondation nationale des peuples autochtones, l'agence qui protège les plus de 300 peuples autochtones du pays sud-américain. En fait, dans l'une de ses premières actions, il a supprimé l'une de ses principales activités au cours des 30 dernières années : l'identification, la délimitation et la démarcation des terres.

Cette responsabilité a été transférée au ministère de l'agriculture, à la tête duquel il a nommé Tereza Cristina Correa, une défenseuse de l'agro-industrie.

Sous le gouvernement de l'ancien capitaine de l'armée d'extrême droite, non seulement les terres indigènes n'ont plus été délimitées, mais des pressions ont été exercées pour ouvrir les réserves aux entreprises minières.

L'arrivée du COVID 19 a fait peser une nouvelle menace sur la survie de ces peuples. L'invasion de leurs territoires, encouragée par le président, signifie l'entrée du virus dans leurs communautés, auxquelles les autorités ne fournissent pas les soins de santé nécessaires.

Le gouvernement a abandonné ces peuples à leur sort et les organisations de défense des droits de l'homme ont dénoncé le fait qu'ils n'ont jamais été inclus dans les plans nationaux de lutte contre la maladie causée par le nouveau coronavirus.

La négligence et les attaques contre ces groupes ethniques ont été telles qu'en 2021, l'Articulation des peuples indigènes du Brésil a déposé une plainte contre Bolsonaro pour génocide et écocide devant la Cour pénale internationale.

Deux ans plus tôt, un groupe d'avocats brésiliens, de défenseurs des droits de l'homme et d'anciens ministres avaient également déposé une plainte pour crimes contre l'humanité et incitation au génocide auprès de la Cour de La Haye.

Les indigènes brésiliens ont souffert de malnutrition, de décès dus à des maladies évitables et de l'invasion de leurs terres sous l'administration Bolsonaro. Les images des enfants Yanomami mal nourris, une ethnie en pleine crise humanitaire, sont encore dans les mémoires.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/330209-la-negligence-du-gouvernement-bolsonaro-a-legard-des-peuples-indigenes>



Radio Habana Cuba